

DÉLÉGATION ÉCOLOGISTE FRANCOPHONE
AU PARLEMENT EUROPÉEN

2025-2026

UN AN DE COMBATS

Volume 2



LESVERTS/ALE
au Parlement européen

Retrouvez ce document en PDF sur notre site
<https://europeecologie.eu/>

ÉDITO

SEPT VOIX, UN CAP : L'EUROPE QUE NOUS DÉFENDONS

Sept député-es écologistes, sept mandats de combat pour une Europe au service de la justice.

Face à nous se dresse un double péril : d'une part, une menace extérieure de la part de puissances illibérales réactionnaires ou totalitaires qui font de l'Union européenne et ses valeurs une cible; de l'autre, une menace intérieure faite de la convergence de plus en plus décomplexée entre la droite libérale-conservatrice et l'extrême-droite.

Nous opposons à cette offensive brune et écocidaire une détermination sans faille :



Par notre parole claire et notre refus du traité avec le Mercosur qui repose sur un rapport néo-colonial aux Suds, du silence complice de l'Union européenne face au génocide à Gaza et aux crimes de l'armée israélienne et de son Gouvernement, ou encore face aux lois racistes visant les personnes migrantes.



Par nos combats en défendant une souveraineté écologique européenne industrielle, technologique et culturelle. Face aux prédateurs numériques, chevaux légers de l'impérialisme chinois et américain, l'Europe doit affirmer ses propres standards, qui reposent sur ce qui doit fonder la société et l'économie de notre continent : nos valeurs démocratiques et sociales et le respect des limites planétaires.

Au moment où la Présidente de la Commission et la coalition brune qui la soutient conduisent une course à la dérégulation, nous continuons de soutenir le pacte Vert dont l'Union européenne a plus que jamais besoin.

Ce bouclier collectif est indissociable des droits fondamentaux individuels. C'est pourquoi nous exigeons de graver l'accès à l'avortement dans le marbre européen et de bannir définitivement les thérapies de conversion.

Nos sept voix accompagnent une même partition pour réparer, protéger et préparer un monde qui, plus que jamais, a besoin d'écologie.

Ce document a été réalisé par l'équipe de la délégation écologiste francophone.

Merci aux équipes de Saskia, Mélissa, David, Tilly, Mounir, Majdouline et Marie pour leur aide dans la réalisation de ce document et pour leur ténacité et leur bonne humeur pendant cette année.



POUR UNE EUROPE QUI DÉFEND LES DROITS ET LA JUSTICE

Mon mandat au Parlement européen est guidé par une conviction simple : l'Europe doit être un être synonyme de droits humains, de démocratie et de justice sociale.

Au sein de la commission des libertés civiles (LIBE), je veille à ce que les droits fondamentaux ne soient jamais une variable d'ajustement. Cela implique un accueil digne des personnes migrantes, la lutte contre les discriminations et des politiques de sécurité respectueuses des libertés. Face à l'extension de la surveillance de masse et à l'usage croissant des données personnelles, **je défends une Europe qui protège, et non une société de surveillance.**

La défense des droits humains dépasse les frontières de l'Union européenne. En commission du commerce international (INTA), **je porte l'ambition d'un commerce équitable.** Avec ma collègue Majdouline Sbai, nous avons, notamment, œuvré pour renvoyer l'accord UE-Mercosur devant la Cour de justice de l'Union européenne. Les accords commerciaux doivent garantir le respect des droits humains, l'interdiction du travail forcé et du travail des enfants, des normes sociales et environnementales contraignantes, ainsi que le respect des populations locales et de systèmes alimentaires durables.

Dans cette même logique, **je me mobilise pour le devoir de vigilance des entreprises et contre les dérives de plateformes** comme Shein, Temu ou Amazon. En commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO), je défends l'interdiction des produits non conformes importés sur le marché européen et un renforcement des obligations des importateurs. Sans règles strictes, la concurrence déloyale, la surproduction et la surconsommation continueront de fragiliser nos commerces et notre modèle social et environnemental.

Enfin, je continue à porter les combats écologistes qui sont au cœur de mon engagement depuis plus de 20 ans :

la lutte contre le dérèglement climatique, la préservation de la biodiversité, une alimentation durable et une économie respectueuse des limites de notre planète.

Parce que la justice sociale, les droits humains et l'écologie sont indissociables, je continuerai à défendre une Europe qui protège et qui prépare l'avenir.

SASKIA BRICMONT



Prise de parole lors d'une manifestation contre l'accord UE-Mercosur

UNE SATISFACTION

Soumettre l'accord UE-Mercosur au contrôle de la Cour de justice européenne

Notre ligne sur les accords commerciaux et sur l'UE-Mercosur en particulier a toujours été claire : aucun accord commercial ne peut primer sur les engagements climatiques, sociaux et sanitaires de l'Union.

Des risques majeurs sont pourtant liés à cet accord, notamment en termes de déforestation importée et d'affaiblissement des normes environnementales, qui pourraient aller à l'encontre du droit européen, notamment de l'Accord de Paris. Avec Majdouline Sbai, nous avons donc pris l'initiative de mettre au vote une résolution demandant la saisine de la Cour de justice de l'UE afin de vérifier sa compatibilité avec les traités. Et nous avons obtenu une majorité pour !

Notre démarche rappelle que les accords commerciaux ne sont pas hors de portée du droit et qu'ils doivent respecter les exigences démocratiques et environnementales de l'Union. Malgré l'application provisoire de la partie commerciale, **la bataille est loin d'être terminée, vous nous entendrez encore !**

UN REGRET

Une politique migratoire fondée sur le racisme et l'extrémisme

Je rejette profondément l'orientation prise par l'UE en matière de migration. De plus en plus centrée sur le contrôle, l'éloignement et la suspicion, elle se fait au détriment de la protection des droits fondamentaux des personnes migrantes et un agenda désormais ouvertement raciste.

L'adoption du règlement « retours » en juin illustre cette dérive, possible uniquement par la collaboration avec l'extrême droite : au lieu de garantir le droit d'asile, des parcours d'accueil et des politiques respectueuses de la dignité humaine, l'Europe renforce les mécanismes d'expulsions, d'externalisation et sa logique sécuritaire.

Ce règlement s'ajoute au Pacte sur l'asile et la migration qui vient à peine d'entrer en vigueur, et qui prévoit déjà le renforcement du filtrage aux frontières et le fichage systématique, y compris celui des enfants dès l'âge de 6 ans. Deux autres règlements (pays d'origine et pays tiers sûrs) ont été adoptés sous la pression de l'extrême droite et de nombreux gouvernements. Un ensemble aussi sécuritaire qu'inefficace, dont le résultat final risque de continuer à faire le lit d'une extrême droite qui pourra continuer à dénoncer l'absence de résultats et à alimenter le populisme et l'euroscepticisme.

UN COMBAT À VENIR

Défendre les droits et libertés face à la dérive autoritaire

Nous entrons dans une période où, au sein même de l'Union européenne et dans son voisinage, les droits et libertés sont de plus en plus fragilisés. Des gouvernements recourent à la justice pour faire taire la société civile, criminalisent les mobilisations citoyennes, réduisent les espaces d'expression et organisent le dénigrement systématique des ONG.

Dans plusieurs États, le financement des organisations de défense des droits humains est remis en cause, voire coupé, dans une logique assumée d'asphyxie. Parallèlement, les opposant-es politiques, les journalistes et les militant-es sont placés sous surveillance, intimidés ou poursuivis pour leurs prises de position. Des lois liberticides voient le jour.

Face à ces évolutions inquiétantes, mon combat est clair : défendre un espace démocratique vivant, où la critique du pouvoir, la liberté de la presse, le droit de manifester, la société civile libre, sont protégés comme conditions d'exercice de la démocratie. Défendre les libertés aujourd'hui, c'est défendre la démocratie, c'est défendre notre avenir.

POUR QUE L'INACCEPTABLE NE DEVIENNE JAMAIS ORDINAIRE

Il y a des moments dans l'Histoire où l'on sent que quelque chose bascule.

Depuis deux ans, au Parlement européen, j'ai vu se banaliser des idées que l'on croyait reléguées aux marges. J'ai vu des gouvernements s'attaquer aux droits des femmes, aux personnes LGBTQI+, aux personnes racisées et aux associations. J'ai vu l'extrême droite imposer ses thèmes bien au-delà de ses rangs. J'ai vu l'écologie devenir la cible privilégiée de celles et ceux qui défendent les intérêts de quelques-un·es contre le bien commun.

J'ai vu aussi les conséquences de nos renoncements : des personnes LGBTQI+ prises pour cible du Sénégal à la Slovaquie, des familles arrachées à leur quotidien par les raids de l'ICE aux États-Unis, des enfants enfermés derrière des grillages aux frontières de l'Europe.

Mais j'ai vu autre chose aussi.

J'ai vu des milliers de personnes descendre dans les rues de Budapest. J'ai vu des femmes afghanes continuer de résister. J'ai vu des familles séparées par nos politiques migratoires continuer de se battre. J'ai vu des citoyennes et des citoyens, des associations et des militantes et des militants refuser de céder à la peur.

Lorsque j'ai embarqué sur une flottille pour Gaza, j'ai repensé à tout cela.

Nous sommes nombreuses et nombreux à refuser que l'inacceptable devienne ordinaire, que la faim devienne une arme de guerre et que les droits fondamentaux deviennent une variable d'ajustement.

Ces deux années m'ont convaincue d'une chose : aucune lutte n'est isolée des autres.

Défendre les droits des femmes. Protéger les familles LGBTQI+. Refuser les politiques d'exclusion. Soutenir celles et ceux qui défendent les droits humains. Faire vivre l'antiracisme, la solidarité et l'État de droit.

Je refuse de croire que le destin de l'Europe soit le repli et l'indifférence. Son avenir réside dans sa capacité à faire vivre la liberté, l'égalité et la dignité humaine.

Le moment politique est difficile. Les reculs sont réels. Mais je reste convaincue d'une chose : **l'espoir n'est pas une émotion passive. C'est une décision. Et je choisis chaque jour de me battre pour qu'il demeure possible.**



Pride de Lille, le 30 mai 2026. Crédits photo : ©Alexandre Lard

UNE SATISFACTION

À l'heure où les mouvements anti-droits gagnent du terrain partout en Europe, **My Voice, My Choice** a montré la voie de la victoire.

Portée par plus d'un million de citoyen·nes, cette initiative a contraint les institutions européennes à se saisir de la question de l'accès à l'avortement. La Commission européenne a répondu et une nouvelle étape s'ouvre désormais.

Dans une période où l'on nous parle surtout de reculs, cette mobilisation est un rappel précieux : lorsque nous nous organisons, nous pouvons encore faire bouger l'Europe. Une brèche a été ouverte. Nous ne lâcherons rien tant que chaque femme ne pourra pas accéder à ses droits, partout en Europe.

UN REGRET

J'aurais aimé pouvoir écrire que l'Europe avait choisi la solidarité plutôt que la peur.

Ces derniers mois, j'ai vu progresser une vision du monde qui transforme l'exil en menace et la frontière en horizon politique. L'adoption du règlement « retour » en est l'une des expressions les plus inquiétantes.

Le plus effrayant est de voir l'extrême droite célébrer ces reculs comme des victoires culturelles, consciente que ses idées gagnent peu à peu la bataille des imaginaires.

Face à cela, je refuse la résignation. Parce qu'**aucun mur n'a jamais constitué un projet de société.**

UN COMBAT À VENIR

Le vote du règlement « retour » n'est pas la fin d'une bataille. Partout en Europe, de nouveaux lieux d'enfermement et de renvoi voient le jour. Des lieux souvent éloignés des regards, où l'on tente de transformer des vies en dossiers et des êtres humains en statistiques. Je refuse cette invisibilisation.

Dans les années à venir, j'irai là où cette politique prendra corps. Dans les centres de rétention, aux frontières, dans les centres de retour qui ouvriront leurs portes. J'irai écouter, documenter, témoigner. Je veux aussi être aux côtés de celles et ceux qui refusent de considérer ce règlement comme inéluctable. Des associations qui accompagnent les personnes exilées. Des avocat·es qui contestent les expulsions devant les tribunaux. Des citoyen·nes qui refusent que ces lieux d'enfermement s'installent dans le silence. Là où un centre de retour ouvrira ses portes, là où un recours sera déposé, là où un droit fondamental sera menacé, nous devons être présent·es.

Car face à la banalisation de l'enfermement et de l'expulsion, notre responsabilité est de continuer le combat pour une Europe de l'accueil et de la justice.

SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE : BRISER LES MONOPOLES ET DÉFENDRE NOS TERROIRS

Contre les prédateurs numériques, les traités de libre-échange et le pillage culturel.

Face à l'hégémonie numérique et au dumping industriel, l'Europe doit choisir : subir ou s'affirmer.

Premier front : le numérique. Quelques multinationales omnipotentes contrôlent nos données, nos marchés, nos esprits. Le Digital Markets Act et le Digital Services Act ont posé des jalons, mais des textes sans application ne sont que des promesses. Je me bats pour **des sanctions dissuasives et appliquées, des contrôles effectifs et l'émergence d'un modèle européen face aux géants américains et chinois.** Notre autonomie technologique n'est pas négociable car elle conditionne notre souveraineté.

Parmi les urgences : la protection de nos enfants. Des millions de mineurs sont exposés à des contenus violents et à des algorithmes conçus pour créer la dépendance, au service d'une « *économie de l'attention* » fondée sur la communication commerciale sans limite. La vérification de l'âge est sans effet : facilement contournable, elle fait peser la charge sur les familles et déresponsabilise les firmes qui s'abriteront derrière cette interdiction théorique. C'est la toxicité des algorithmes qu'il faut cibler, le problème, reste le modèle économique et non nos enfants.

Les « mega IA » génératives, comme ChatGPT, menacent aussi notre secteur culturel : elles s'entraînent en moissonnant œuvres, textes et images humaines sans autorisation ni compensation. Notre cadre est clair : **tout usage d'œuvres protégées doit faire l'objet d'un contrat et d'une rémunération équitable.** L'Europe doit promouvoir un modèle technologique respectueux des droits humains et de la création.

Le numérique est devenu le champ de bataille d'États et d'oligarques dont les capacités

financières sont sans précédent. Cette démesure est incompatible avec les droits humains, la démocratie et les limites planétaires. Cet « *hyper-capitalisme* » doit être démantelé. **L'Union doit porter une doctrine alternative :** usages conformes à l'intérêt général, déploiement ciblé, standards éthiques et écologiques robustes, données protégées, logiciels libres.

L'Europe sera puissante si elle assume ses propres standards. Nous avons les ressources pour refuser la course vers le néant et bâtir des références qui mettent en échec les pulsions hégémoniques des empereurs de l'Hyper-tech.



DAVID CORMAND



En déplacement à la ferme Bio sur Seulles, à Saint Vaast sur Seulles, le vendredi 26 juin 2026

UNE SATISFACTION

Une victoire majeure pour la culture européenne

Nous avons fait adopter une série de recommandations essentielles pour **protéger les œuvres et les créations face aux appétits des firmes de l'intelligence artificielle générative.** Ce rapport exige que toute utilisation de contenus protégés par le droit d'auteur donne lieu à une rémunération équitable et transparente. L'enjeu est considérable : c'est le risque de remplacement de la création humaine d'œuvre d'art par la production en partie automatisée de contenus synthétiques. C'est une **menace économique** car le secteur créatif représente 6,9 % du PIB européen et des millions d'emplois mais aussi une **menace démocratique** car la culture est un pilier essentiel de l'émancipation des peuples.

UN REGRET

Le Parlement européen a manqué l'occasion de renforcer la position des agricultrices et des agriculteurs dans la chaîne de valeur de l'alimentation. Une loi censée protéger les petits et moyens exploitants face aux grandes surfaces et aux industriels de l'agroalimentaire a été dévoyée par une polémique absurde sur le nommage des produits végétaux. Interdire les termes « *steak* » ou « *bacon* » végétal ne protège aucune paysanne ni aucun paysan, n'aide aucune consommatrice ni aucun consommateur et détourne le débat de l'essentiel. Aujourd'hui, **seulement 7 % des dépenses alimentaire reviennent aux agricultrices et aux agriculteurs.** Ce chiffre résume à lui seul l'impasse du modèle actuel et la crise de vocation agricole.

UN COMBAT À VENIR

L'Europe se trouve à la croisée des chemins. D'un côté, les exportations subventionnées chinoises inondent notre marché (acier, batteries, véhicules électriques, électroménagers, fast fashion, etc.) et menacent nos industries et nos emplois. De l'autre, les droits de douane américains, portés par une logique impérialiste de l'« *America First* » fragilisent nos exportateurs et révèlent notre vulnérabilité stratégique.

Face à ces deux fronts, l'Union européenne doit bâtir une doctrine souveraine et efficiente qui repose sur 3 piliers : Un « *Buy green and european act* » pour favoriser la production européenne qualitative et nos standards sociaux et démocratiques dans tous les secteurs. Deuxième pilier, une réelle économie circulaire qui base son modèle sur le réusage et la réparabilité. Cela nécessite une écoconception intégrale des produits manufacturés, une autonomie technologique, une réelle souveraineté énergétique, qui repose sur les énergies renouvelables et la sobriété, et qui vise à réduire nos dépendances aux énergies fossiles et aux matériaux stratégiques.

Enfin, promouvoir un modèle social, solidaire et équitable robuste, à l'intérieur de nos frontières et en dehors, par une formation des salariés et des entrepreneurs européens, d'une part, et une coopération altermondialiste, d'autre part.

AGIR CONTRE LES ABUS DE POUVOIR

En 2018, j'ai été « *parachutée* » au Parlement européen après que le député luxembourgeois écologiste Claude Turmes a été appelé à devenir « *Spitzenkandidat* » aux élections nationales. Tout s'est enchaîné très vite. Après quelques semaines d'adaptation, j'ai rapidement constaté que **cette ruche si dynamique me convient tout à fait pour défendre la cause écologiste.**

J'ai été réélue en 2019 avec le meilleur score jamais réalisé par les écologistes luxembourgeois, ce qui a suscité beaucoup d'optimisme au début du dernier mandat – rapidement tempéré par la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine – puis de nouveau en 2024, lors d'élections marquées par la montée du populisme et du nationalisme. **Je n'ai cependant jamais perdu de vue mon objectif : lutter contre tout abus de pouvoir. Ce principe guide l'ensemble de mon travail.**

Végétarienne depuis longtemps, je m'engage pour **une meilleure protection de tous les animaux** : animaux domestiques, animaux d'élevage, ainsi que les animaux utilisés pour les tests scientifiques. La Commission européenne a d'ailleurs publié une feuille de route pour une sortie progressive de ces pratiques cruelles dans les laboratoires.

En matière de santé, je souhaite **limiter l'influence et la dépendance disproportionnées de l'industrie pharmaceutique**. Plutôt que servir des intérêts purement commerciaux, notre système de santé doit servir les patient·es et se centrer sur leurs besoins.

Dans le domaine agricole, je défends **un soutien renforcé aux petites exploitations familiales et bio**. À l'inverse, les modèles centrés uniquement sur la croissance et la rentabilité, au détriment de la durabilité, du bien-être animal et de la santé environnementale et humaine, ne devraient plus être favorisés en fonction de leur taille.

Concernant les transports, **je défends des transports publics seraient gratuits, comme c'est déjà le cas au Luxembourg, et bien plus accessibles**. Il n'est pas normal que les plus riches puissent polluer sans limite avec des jets

privés, des yachts et des voitures de luxe, alors que d'autres doivent se demander s'ils ont les moyens de se payer un billet de train. Il faut investir davantage dans les mobilités durables, notamment via la taxation des plus riches et du kérosène, et rendre le ferroviaire plus efficient et abordable.

Malgré les nouvelles réalités politiques, je poursuis chaque jour mon engagement pour mes convictions : **lutter contre les abus de pouvoir et construire un monde plus juste et plus durable pour toutes et tous.**

TILLY METZ



UNE SATISFACTION

Dans un contexte politique difficile, des avancées écologiques ont néanmoins été obtenues.

En tant que rapporteure, j'ai négocié **des règles sur l'espace ferroviaire unique**. Elles permettront une meilleure coordination entre États membres, faciliteront les voyages transfrontaliers et pourraient augmenter la capacité et la qualité ferroviaire de 4 % en Europe. Un vrai coup de pouce pour le transport de marchandises et de passagers par rail !

Une deuxième satisfaction concerne **le bien-être des chiens et des chats**. Un nouveau règlement améliorera les conditions d'élevage et introduira l'obligation d'identification et de traçabilité des chiens et chats, contribuant ainsi à lutter contre le commerce illégal et à soulager les refuges.

UN REGRET

Les élections n'ont pas seulement modifié les rapports de forces, avec une possible majorité de droite, elles ont aussi **bouleversé le récit du bien-être animal**, en particulier celui des animaux de ferme.

Dans un contexte où la compétitivité prime sur les valeurs de bienveillance, les votes portés par de nombreux député·es réélu·es ne sont plus suivis d'effets. Les nouvelles législations n'aboutissent pas et **les négociations sur le transport des animaux sont dominées par la droite**, entraînant un fort nivellement vers le bas de la proposition de la Commission. Le commissaire au bien-être animal ferme les yeux et refuse même les mesures les plus simples, comme l'interdiction de l'élevage de fourrure en Europe, pourtant peu compétitif.

UN COMBAT À VENIR

La lutte contre le tabagisme, première cause évitable de cancer en Europe.

Les produits récents comme le snus, les vapes ou les cigarettes électroniques, souvent déclinés en multiples arômes et donc particulièrement attractifs pour les jeunes, ne sont pas moins dangereux pour la santé. Le fait qu'ils ne dégagent pas d'odeur forte, qu'ils soient plus discrets ou perçus comme plus agréables n'en réduit en rien les risques.

L'industrie du tabac a une histoire longue et bien documentée de lobbying sur les politiques publiques afin d'affaiblir les arguments de santé publique. Dans les mois à venir, alors que la révision de la réglementation sur le tabac devrait être présentée, **nous devons renforcer la lutte contre ces stratégies de lobbying et garantir une campagne ciblée sur les risques liés à tous les produits du tabac et de la nicotine, en particulier pour les jeunes.**

Dans la continuité de mon engagement pour un système de santé public centré sur les patient·es et plus équitable, je continue à défendre un accès aux soins universel et une approche de prévention forte, qui place la santé avant les intérêts économiques et s'inscrit dans une vision de justice sanitaire pour toutes et tous.

POUR LA SOLIDARITÉ, LE DROIT ET LA JUSTICE INTERNATIONALES

Ces deux années à la présidence de la commission des droits humains du Parlement européen, je les retiens d'abord comme deux années de rencontres : avec la société civile, avec des défenseuses et des défenseurs des droits, avec des professionnel·les de la justice internationale. Deux années de dialogue et d'interpellation, aussi, face aux commissaires européens et aux États tiers. Toujours le même but : **faire progresser les droits humains, libérer des prisonniers politiques, défendre l'aide humanitaire.** Et deux années de combat interne, pour refuser que la droite et l'extrême droite dictent l'agenda de la commission et imposent leur récit.

Présider, c'est aussi conduire des missions sur le terrain. Notre déplacement au Bangladesh nous a rappelé combien la solidarité internationale reste un devoir, à l'heure où tant de pays rognent leurs budgets. Il a également permis de montrer à quel point les droits humains et le réchauffement climatique étaient liés, alors qu'une majorité de mes collègues nie encore l'urgence. Enfin, grâce à ce déplacement, nous avons pu remettre en lumière la situation critique des réfugiés Rohingyas.

Je suis aussi régulièrement sollicité pour intervenir en faveur de la **libération de prisonniers politiques.** Depuis 2019, je me bats pour celles et ceux qui sont emprisonnés en Russie, en Tunisie, en Égypte, en Chine, en Azerbaïdjan, en Israël, au Rwanda, en Centrafrique... Chaque libération est une victoire.

Cette année encore, j'ai combattu le « *deux poids, deux mesures* » effarant de l'Europe en matière de droits humains. Le génocide des Palestiniens à Gaza n'avait entraîné aucune réaction. Depuis, Israël a continué ses crimes et multiplié ses cibles : en Cisjordanie, au Liban, en Iran. **L'Union vient d'adopter un 21^e paquet de sanctions contre la Russie, mais toujours aucune sanction contre Israël.** C'est pourquoi, à l'intérieur comme à l'extérieur du Parlement, je continue d'exiger des sanctions et le boycott d'Israël.

Enfin, **défendre la justice internationale** reste tout aussi essentiel, alors que la CPI est attaquée de toutes parts. J'ai reçu le juge Nicolas Guillou, frappé par des mesures américaines illégales et nous avons appelé, une nouvelle fois, la Commission européenne à activer la « *loi de blocage* » pour protéger les personnes ciblées. **Ce combat se concrétisera par un rapport que je soumettrai au vote du Parlement avant la fin de l'année.**



Mounir Satouri et Nicolas Guillou, juge de la Cour pénale internationale visé par des attaques américaines

UNE SATISFACTION

La libération de Sonia Dahmani

Après des mois de bataille interne au Parlement européen, j'ai réussi à faire voter une résolution d'urgence sur les droits humains en Tunisie et, notamment, sur le cas de Sonia Dahmani, avocate emprisonnée dans des conditions inhumaines pour avoir critiqué le gouvernement à la télévision.

Aux côtés de sa sœur Ramlah et de nombreux confrères et consœurs, nous nous sommes mobilisés sans relâche.

Le jour même où nous adoptions ce texte exigeant sa libération immédiate, le régime de Kaïs Saïed l'annonçait.

Une victoire qui prouve que l'Union européenne peut peser sur ses partenaires – et qui nous pousse à poursuivre le combat pour tous les prisonniers politiques encore enfermés à travers le monde.

UN REGRET

Le refus de suspendre l'accord d'association

En septembre 2025, après deux ans de génocide, Ursula von der Leyen annonçait vouloir « *suspendre partiellement* » l'accord d'association avec Israël.

Depuis cette annonce et le soi-disant « *cessez-le-feu* » à Gaza... plus aucune nouvelle. **L'Allemagne et l'Italie bloquent la suspension de l'accord. La France, elle, se réfugie dans le flou.** Alors que le gouvernement pourrait peser diplomatiquement pour trouver une majorité, il préfère l'ambiguïté au courage.

Quant à Ursula von der Leyen et Kaja Kallas (la cheffe de la diplomatie européenne), elles se gardent bien de soumettre la suspension au vote des États membres. **Promptes aux déclarations, mais introuvables au moment de tenir parole. Les Européennes et les Européens méritent mieux. Le combat continue.**

UN COMBAT À VENIR

Mon rapport pour la défense de la justice internationale

Documenter un génocide ne devrait jamais rendre votre quotidien impossible. Réunir des preuves de crimes de guerre puis les juger ne devrait pas vous valoir d'être interdit bancaire. C'est pourtant exactement ce qui arrive aujourd'hui aux juges et aux organisations de défense des droits humains qui mènent ce travail. Les États-Unis les ont inscrits sur une liste noire, aux côtés de terroristes d'Al-Qaïda ou de Daech.

Les conséquences sont brutales et bien concrètes. Plus aucun moyen de paiement. Impossible d'accomplir les gestes les plus ordinaires : faire ses courses, réserver un billet de train. Les banques et les assurances ne veulent plus de vous comme client. Vous ne pouvez plus percevoir ou verser de salaire. **Du jour au lendemain, des femmes et des hommes qui défendent la justice ne peuvent plus faire leur travail.**

Il y a donc urgence à protéger les acteurs de la justice internationale. Le rapport que je soumettrai au vote avant la fin de l'année exigera l'activation immédiate de la « *loi de blocage* » et proposera de nouvelles mesures pour mettre les personnes ciblées à l'abri.

Mais ce texte ira plus loin. **Il permettra de renforcer notre autonomie stratégique** en développant des outils numériques européens et des services économiques souverains. L'enjeu est simple : briser notre dépendance aux infrastructures américaines, pour ne plus jamais être pris en otage par les décisions de dirigeants étrangers.

L'ÉCOLOGIE QUI PROTÈGE

Cette deuxième année de mandat a renforcé une certitude : la politique doit d'abord protéger celles et ceux qui travaillent. Face à la triple crise climatique, sociale et démocratique, l'Union européenne doit choisir son camp. La Commission doit se mettre au service des travailleuses et des travailleurs et ne pas céder aux lobbys. Défendre nos emplois, notre santé, notre climat et notre biodiversité : c'est le fil rouge de tous mes combats.

Protéger nos travailleuses et nos travailleurs
Protéger les travailleuses et les travailleurs, c'est refuser que nos usines ferment pendant que le dumping prospère. Entre les droits de douane de Trump et les surcapacités chinoises qui submergent nos marchés, une évidence s'impose : l'Europe doit protéger ses industries.

C'est pourquoi j'ai négocié, pour les Verts, le règlement sur les surcapacités de l'acier. Originaire de Roubaix, je sais que derrière chaque fermeture d'usine, il y a des vies bouleversées.

Nous avons obtenu une avancée verte historique : **pour la première fois, un instrument de défense commerciale est lié à la décarbonation.** Plus notre acier deviendra propre, plus il sera protégé contre la concurrence déloyale, en réduisant le nombre de tonnes d'acier hors Union européenne entrant sur le marché. Le vieux chantage à la délocalisation doit s'arrêter : nous ne renoncerons ni à nos emplois, ni à notre savoir-faire, ni à notre autonomie stratégique. La transition écologique et la justice sociale vont de pair.

Protéger notre santé au quotidien
Protéger, c'est aussi empêcher que les profits passent avant notre santé. Après avoir négocié la révision du règlement sur les détergents, j'ai conduit cette année les négociations sur l'« *Omnibus Chimie* », un texte de dérégulation qui ouvrait la porte au retour de substances cancérigènes dans nos cosmétiques. Après des mois de mobilisation et de négociations, **nous avons contraint la Commission à retirer cette régression.**

Une victoire. Mais le combat continue.
Malgré tous nos efforts, la version finale du texte n'était pas à la hauteur des enjeux. Elle prévoit notamment de **laisser la possibilité aux industriels de vendre, pendant plus d'un an, des produits pourtant reconnus comme dangereux.** Un an de trop. Un an de cancers, de troubles de la fertilité et de maladies évitables.

J'ai déposé des amendements pour supprimer ces délais mais l'alliance des libéraux, de la droite et de l'extrême droite les ont rejetés. Nous saurons les en tenir responsables.



Mission du groupe Verts/ALE au Groenland

UNE SATISFACTION

Dans les coulisses de la riposte Mercosur
Fin 2024, face au manque de coordination entre les eurodéputé·es opposé·es à l'accord UE-Mercosur, j'ai **lancé un groupe informel avec des collègues pour construire une vraie stratégie commune.** Avec mon équipe nous avons coordonné toute cette stratégie et la rédaction du texte visant à renvoyer cet accord devant la Cour de justice de l'Union européenne.
Consultation des juristes, ONG, négociations avec les services du Parlement, ce fut tout un travail pour convaincre des élu·es qui ne travaillent jamais ensemble. **Réunir dans une même salle la droite de LR à LFI n'avait rien d'évident.**
Le vote s'est joué à dix voix près, après des appels jusqu'aux dernières minutes pour convaincre et obtenir justice pour nos agricultrices et nos agriculteurs.
Cette victoire montre qu'avec de l'organisation, de la méthode et un objectif partagé, on peut faire reculer un accord dépassé, malgré les divisions politiques.

UN COMBAT À VENIR

Pour une interdiction universelle des PFAS à l'échelle européenne
Les PFAS, les « *polluants éternels* », contaminent notre eau, nos sols, notre alimentation et s'accumulent dans nos corps. Pourtant, les industriels continuent de défendre leur utilisation. Au Parlement européen, malgré un lobbying intense, nous menons la bataille pour obtenir leur interdiction la plus large possible.
J'ai notamment porté une proposition pour interdire les PFAS et les perturbateurs endocriniens dans tous les cosmétiques. Elle a été rejetée par une alliance allant des macronistes à l'extrême droite, qui ont préféré protéger les intérêts de quelques industriels plutôt que la santé de toutes et tous.
En France, la loi portée par Nicolas Thierry a montré le cap et qu'il était possible d'agir. Nous voulons désormais faire de cette ambition la norme en Europe. La Commission présentera sa proposition en 2027 et, avec Marie Toussaint, **nous continuerons de nous battre pour une interdiction à la hauteur de l'urgence sanitaire et environnementale, tout en accompagnant les travailleuses et les travailleurs des secteurs concernés vers des alternatives durables.**

CONSTRUISONS LA SUITE ENSEMBLE

Ma troisième année de mandat priorisera la mobilisation. **Les plus grandes victoires ne se gagnent pas seulement dans les hémicycles : elles se construisent avec les citoyennes et les citoyens.**
Nous l'avons vu ces deux dernières années : **les interpellations citoyennes et les pétitions peuvent faire reculer les pires attaques des conservateurs.** Plus de 1,2 million de personnes ont signé la pétition européenne pour une Europe sans expérimentation animale et sans substances toxiques, obligeant la Commission à revoir sa copie. C'est cette force collective que nous voulons construire.
Partout en France et en Europe, nous amplifierons ces campagnes. Car lorsque les Européennes et les Européens s'emparent de nos combats, le rapport de force change au Parlement. **C'est ensemble que nous ferons de cette année, une année de conquêtes.**

EUROPE ET ÉCOLOGIE : LA DIGNITÉ COMME BOUSSOLE

À l'heure où ces lignes sont écrites, nous traversons la pire canicule que la France et l'Europe n'aient jamais connue.

Une fois de plus, les premières victimes sont les plus vulnérables : des travailleuses et des travailleurs qui meurent au travail, des quartiers populaires non protégés, des sans-foyers délaissés sur un béton brûlant, des voyageuses et des voyageurs contraint·es de fuir des aires d'accueil invivables pour trouver des refuges climatiques...

Notre responsabilité est double : légiférer, et être à leurs côtés, sur le terrain, pour que des solutions soient trouvées même face à des maires devenus notre opposition.

Car c'est en partant des plus vulnérables que nous construirons des réponses durables aux crises du XXI^e siècle.

C'est pourquoi la première stratégie européenne contre la pauvreté est essentielle : elle place la participation des concerné·es au cœur des politiques publiques et exige que chaque réforme soit évaluée à l'aune de son impact sur l'injustice. Il reste désormais à la rendre contraignante.

La politique européenne naissante sur le logement doit intégrer les mêmes objectifs : partir des réalités vécues par les habitantes et les habitants, plutôt que de celles des banques et des lobbys de l'immobilier. La majorité politique européenne semble malheureusement vouloir prendre le chemin de la dérégulation financière qui a causé l'effondrement de 2007/2008 et sacrifier l'impératif écologique et social à la voracité des fonds voutours.

C'est la même logique qui doit présider à la politique menée pour les « régions ultra-périphériques ». Nous luttons sans relâche pour mettre un coup d'arrêt à la poursuite du néo-colonialisme dans les territoires dits d'outre-mer, tant face à la vie chère et à la mainmise du Groupe Bernard Hayot, que contre le soutien aux propriétaires békés qui, après avoir répandu du

chlordécone, ont obtenu la mise sur le marché de nouveaux OGMs, ou contre les clauses coloniales qui continuent à se répandre dans le droit européen ainsi, par exemple, que dans la Directive supposée garantir la surveillance des sols...

Heureusement, la victoire obtenue pour faire enfin appliquer la Charte européenne des droits sociaux aux territoires d'outre-mer nous donne de la force pour continuer le combat !

La bataille est rude et rares sont les victoires. Mais nous ne baisserons pas les bras. Nous continuerons à défendre le Pacte vert comme un projet de transformation économique et sociale et non comme une variable d'ajustement. À refuser l'opposition entre justice sociale et écologie. À défendre la dignité de toutes et tous, tout le temps. Pour notre Europe.

MARIE TOUSSAINT



15 décembre 2025, Marie s'exprime en plénière lors de l'hommage à Mehdi Kessaci en présence de son frère Amine.



Le lundi 22 juin 2026, au Palais de justice pour l'appel concernant le non-lieu dans le procès pénal du chlordécone, aux côtés des plaignants dont le COAADep et l'Assaupamar. Crédits photo : ©Massalé Touré

UNE SATISFACTION

La toute première stratégie européenne de lutte contre la pauvreté a vu le jour !

J'y vois toutefois moins un aboutissement qu'un point de départ. Son intérêt est de fixer un cap et de faire entrer dans le débat européen une idée simple : aucune politique ne devrait aggraver la pauvreté et l'exclusion sociale. Un premier pas vers le droit de veto social. Elle consacre aussi la participation des personnes concernées ou la lutte contre la pauvrophobie. **Dans une Europe où les crises se renforcent mutuellement, la justice sociale ne peut plus être une politique parmi d'autres.** Elle doit devenir le critère à partir duquel nous évaluons toutes les autres. Il nous reste encore à rendre ces orientations... contraignantes !

UN REGRET

Des gilets jaunes européens ?!

En 2023, l'Europe a décidé de mettre en place un nouveau marché carbone dédié au transport et au bâtiment. Soyons clairs : la taxe européenne sur les transports remplacera la française et une nouvelle taxe viendra encore renchérir le coût du chauffage - frappant surtout les ménages qui subissent la vie dans les passoires thermiques...

Quand la Commission a fini par prendre conscience du problème, sa réponse a été absurde : injecter 600 millions de tonnes de quotas carbone supplémentaires pour faire baisser les prix. **Elle organise elle-même le système opposant pouvoir d'achat et écologie ! Nous nous sommes battus pour que le marché carbone soit refondu en totalité,** en requérant, par exemple, que seules les entreprises paient... En vain, pour l'instant !

UN COMBAT À VENIR

Faire de l'Europe le continent pionnier de la justice environnementale

2026 doit être l'année de l'interdiction des PFAS ! Quatre États l'ont demandé et nous y travaillons d'arrache-pied. L'Agence des produits chimiques affirme qu'il faut viser l'interdiction complète de cette famille de milliers de polluants éternels. **Sortir de la civilisation des toxiques est une urgence.** Nous devons le faire à partir des travailleuses et des travailleurs. Parce qu'ils et elles sont les premiers contaminé·es. Parce qu'ils et elles détiennent les savoir-faire. Parce qu'ils et elles sont les premiers concerné·es par l'évolution des modes de production. Raison pour laquelle nous élaborons des solutions avec le monde syndical. Pour éviter des Solvay de Salindres. Pour que jamais ne se réitère le scandale de l'amiante. Pour qu'ensemble nous dessinions une économie qui répare.

Construire l'Europe à partir de la justice, c'est aussi, et enfin !, **permettre aux quartiers populaires d'être les acteurs de leur propre destin.** Nous partons de quasi-rien : l'Europe n'a ni vision ni politique en la matière. Un angle mort qui n'est pas une fatalité.

Nous entendons bien combler ce vide. À l'heure où l'Europe élabore ses politiques dédiées au logement et à la précarité, nous accueillerons un grand sommet social mi-octobre au Parlement, donnant la parole aux acteurs des quartiers populaires et du mal-logement. Parce que c'est à partir d'elles et eux que doit se construire une véritable politique européenne des quartiers populaires.

Saskia Bricmont (ECOLO - Belgique)

Commissions

- Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
(*Coordinatrice pour le groupe Verts/ALE*)
- Commission du commerce international
- Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs

Délégations

- Délégation pour les relations avec le Mercosur
- Délégation pour les relations avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande

- Délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est
- Délégation à l'Assemblée parlementaire Afrique-UE

Intergroupes

- Lutte contre la corruption
- Lutte contre le racisme et diversité
- Droits de l'enfant
- LGBTIQ+
- Santé mentale
- Économie sociale et services d'intérêt général
- Syndicats
- Bien-être et protection des animaux

Mélissa Camara

Commissions

- Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures
- Commission des droits des femmes et de l'égalité des genres
(*Coordinatrice pour le groupe Verts/ALE*)
- Commission de la pêche
- Commission spéciale sur le bouclier européen de la démocratie

Délégations

- Délégation à la commission parlementaire mixte UE-Turquie
(*vice-présidente*)

- Délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire OEACP-UE
- Délégation à l'Assemblée parlementaire Afrique-UE

Intergroupes

- Lutte contre le racisme et diversité
(*co-présidente*)
- Lutte contre la corruption
- Droits de l'enfant
- LGBTIQ+
- Mers, rivières, îles et zones côtières (SEARICA)

David Cormand

Commissions

- Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs
- Commission de l'agriculture et du développement rural
- Commission des affaires juridiques

Délégations

- Délégation à la commission parlementaire Cariforum-UE (*vice-président*)
- Délégation pour les relations avec la Péninsule coréenne
- Délégation pour les relations avec les États-Unis

Intergroupes

- Lutte contre la corruption
- Droits de l'enfant
- Politique de cohésion et régions ultrapériphériques
- Économie sociale et services d'intérêt général
- Bien-être et protection des animaux

Tilly Metz (Déi Gréng - Les Verts - Luxembourg)

Commissions

- Commission de la santé publique
(*vice-présidente*)
- Commission de l'environnement, du climat et de la sécurité alimentaire
- Commission des transports et du tourisme
- Commission de l'agriculture et du développement rural

Délégations

- Délégation pour les relations avec l'Afrique du Sud
(*vice-présidente*)

Intergroupes

- Santé mentale (*co-présidente*)
- Lutte contre la corruption
- Cancer et maladies rares
- Handicap
- Lutte contre la pauvreté
- LGBTIQ+
- Économie sociale et services d'intérêt général
- Solution à deux États pour Israël et la Palestine
- Bien-être et protection des animaux

Mounir Satouri

Commissions

- Sous-commission « Droits de l'homme »
(*président*)
- Commission des affaires étrangères
- Commission du développement

Délégations

- Délégation à l'Assemblée parlementaire Afrique-UE

- Délégation pour les relations avec les pays du Machrek
- Délégation à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée
- Délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire OEACP-UE

Intergroupes

- Lutte contre la corruption
- Droits de l'enfant
- Lutte contre la pauvreté
- Solution à deux États pour Israël et la Palestine

Majdouline Sbaï

Commissions

- Commission du commerce international
(*Coordinatrice pour le groupe Verts/ALE*)
- Commission de l'environnement, du climat et de la sécurité alimentaire
- Commission de la santé publique

Délégations

- Délégation à l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine
- Délégation pour les relations avec le Mercosur
- Délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud

Intergroupes

- Lutte contre la corruption
- Santé des femmes
- Économie sociale et services d'intérêt général

Marie Toussaint

Commissions

- Commission des affaires économiques et monétaires
- Commission de l'environnement, du climat et de la sécurité alimentaire
- Commission de la santé publique
- Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie
- Sous-commission des affaires fiscales
- Commission spéciale sur la crise du logement dans l'Union européenne

Délégations

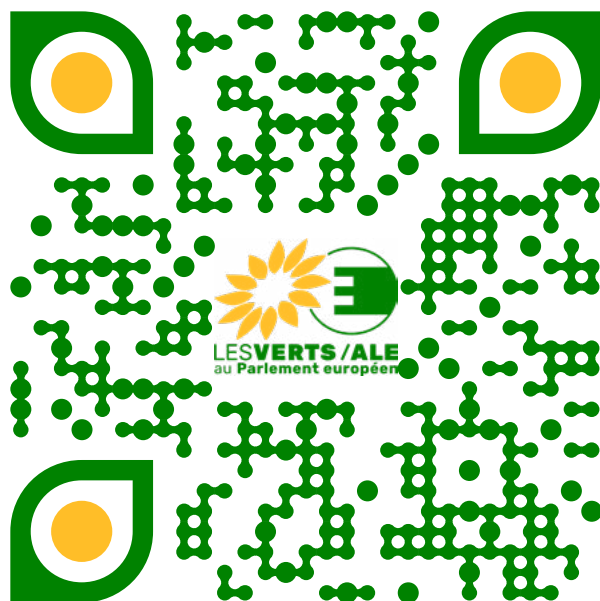
- Délégation pour les relations avec la République fédérative du Brésil
- Délégation à l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine

Intergroupes

- Lutte contre la pauvreté (*co-présidente*)
- Lutte contre le racisme et diversité
- Droits de l'enfant
- Handicap
- LGBTIQ+
- Santé mentale
- Bien-être et protection des animaux

Action en soutien aux Palestiniennes et aux Palestiniens de Gaza





©Délégation écologiste francophone - juillet 2026
Parlement européen
Bât. ALTIERO SPINELLI
06E250
60, rue Wiertz / Wiertzstraat 60
B-1047 Bruxelles/Brussel

